



Taux actuels de dénutrition : 17.3% retard de croissance : 34.7% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 33.4%

Source: Gouvernement indien (NNS, 2017)

### Bons résultats

- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation. Il en est ainsi depuis longtemps.
- Inde : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Strategy for New India @ 75) accorde une grande importance à la nutrition.
- Inde : ce pays a mis au point une stratégie/politique nationale en matière de nutrition.
- Inde : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2015-2016.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Inde : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

### Points à améliorer

- Inde : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Hommes et femmes jouissent des mêmes droits d'accès à la propriété des terres agricoles, mais la loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Inde : bien que ce pays ait élaboré une stratégie/politique nationale en matière de nutrition et établi des objectifs de nutrition clairs assortis de délais, on note toujours l'absence de mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques.
- Inde : l'État ne promeut pas les pratiques d'alimentation complémentaire et n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 56% des enfants en 2018.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (48.4% en 2016) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.

**Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	5.3%	2016	23e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	3.4%	2017	38e
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Moyen	2019	31er ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Très bon	2019	6e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	79.7%	2015-16	14e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Moyen	2018	6e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Moyen	2017	10e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2019	16e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2018	1er ex aequo

<sup>1</sup> Pas de benchmark<sup>2</sup> Pas de benchmark<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2019	24e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	56%	2018	30e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Non	2018	43e ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	89.9%	2016	14e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	48.4%	2016	18e
Visites médicales pour les femmes enceintes	79.3%	2015-2016	38e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Grande	2018-2022	9e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Non	2019	42e ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2015-2016	1er ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Pleinement consacré	2019	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel